

Emmanuel Macron à New-York : et en même temps, du blabla

La réponse d'Emmanuel Macron à la mobilisation internationale de la jeunesse pour le climat est mépris et arrogance : « Qu'ils aillent manifester en Pologne et ramasser des débris sur des plages en Corse et dans les rivières ». Quand on constate le niveau d'engagement et de détermination d'une jeunesse soucieuse de son avenir, désireuse de voir des politiques arrêter de prendre des décisions contraires avec la lutte contre le dérèglement climatique, un président ne devrait pas dire ça. Ces petites phrases ne sont pas des erreurs : Emmanuel Macron n'apprécie pas de voir un mouvement dresser un bilan à charge de sa politique climatique faite de petits pas et de grands renoncements.

Le [recours juridique](#) formé par 16 jeunes du monde entier devant le comité des droits de l'enfant de l'ONU contre 5 pays (France, Allemagne, Argentine, Brésil et Turquie) est étayé par des [centaines d'études scientifiques](#), radicales selon les propos utilisés par Emmanuel Macron envers Greta Thunberg.



Que dit [ce recours](#) ?

- La France est au 8^{ème} rang des pays ayant le plus relâché de carbone depuis 1850, ayant à ce titre une responsabilité majeure dans le réchauffement actuel.
- Les émissions françaises actuelles nourrissent un réchauffement de 3°C à 4°C
- La France émettra en 2030 10 fois plus que sa juste part dans un scénario où le réchauffement global serait inférieur à 1,5°C.
- Enfin, le recours, données à l'appui, secteur par secteur, précise que le retard de la France dans la décarbonation de l'économie est incompatible avec l'objectif de 1,5°C annoncé à Paris. Des faits, rien que des faits, auxquels Emmanuel Macron ne répond pas.

Emmanuel Macron a consenti à soutenir un objectif européen de 55 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 par rapport à 1990, au lieu des 40% actuels. C'était pourtant le minimum exigible alors qu'Angela Merkel et la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, ont appuyé cette exigence de cohérence avec l'Accord de Paris. Nombre de scientifiques et d'ONG expliquent qu'il faut aller plus loin (-65%). Emmanuel Macron s'est bien gardé d'annoncer comment mettre en œuvre cet objectif : la Loi énergie-climat, votée ce 26 Septembre au Sénat, limite l'ambition à 40%. Pourquoi ne pas faire à Paris ce qu'on annonce à New-York ?

LE CONSEIL DE MACRON AUX MANIFESTANTS POUR LE CLIMAT : "QU'ILS AILLENT EN POLOGNE!"



Emmanuel Macron a de plus déclaré qu'il n'était plus possible d'avoir « un agenda commercial contraire à notre agenda climatique ». Un engagement qu'il avait déjà énoncé à l'ONU en 2018. Pourquoi alors avoir fait voter le CETA par ses godillots pendant l'été ? En septembre 2017, la commission d'experts qu'il avait lui-même établie a jugé cet accord commercial incompatible avec la lutte contre le dérèglement climatique.

Il suffit donc qu'Emmanuel Macron retire le projet de loi portant ratification du CETA à l'ordre du jour du Sénat. Ainsi s'ouvrirait à l'échelle européenne une possibilité de renégociation du mandat commercial européen. Si le Parlement français venait à ratifier le CETA, il refermerait cette opportunité et ferait à Paris l'inverse de ce que Macron énonce à New-York. Quant à l'idée selon laquelle la compensation pourrait résoudre le dilemme climat-commerce, c'est une illusion : des études récentes sur la compensation carbone viennent de la balayer.

A New-York, Emmanuel Macron fait la promotion d'une nouvelle alliance internationale pour protéger les forêts tropicales, aux contours flous et à la réalité non déterminée. Cette alliance octroie 100 millions de dollars par la France tout en omettant de s'attaquer aux vecteurs de déforestation dont les pays riches, UE et France comprises, sont responsables. A l'émotion suscitée par les feux de forêts en Amazonie et ailleurs, devrait répondre une action résolue des pouvoirs publics, plutôt que la mise en place d'une nouvelle alliance internationale, pour s'attaquer aux racines de la déforestation. Qu'Emmanuel Macron commence par sanctuariser les forêts de Guyane plutôt qu'étendre l'emprise des permis d'exploration minière et, en même temps (sic !), qu'il revienne sur l'autorisation délivrée à Total d'importer des quantités d'huile de palme issues de la déforestation en Indonésie.

Que la France ait doublé sa contribution au Fonds Vert et garantisse que 80% du total sera délivré sous forme de dons au bénéfice des pays les plus vulnérables est une bonne nouvelle. Cela doit se traduire concrètement au sein de l'Agence Française de Développement qui procède par des prêts, plutôt que par dons. Plus largement, il serait temps que les banques publiques françaises deviennent « zéro-fossiles » et débloquent les financements nécessaires. A l'échelle internationale, quand un \$ est investi dans les énergies renouvelables, 3 \$ le sont dans les énergies fossiles. Le ratio est encore plus dégradé au sein des banques françaises : 1 à 3,5.

Pour « nous mettre en cohérence avec nos actions », Emmanuel Macron a même annoncé vouloir « arrêter de financer les projets d'infrastructure qui augmentent les émissions de CO₂ ». « En France ou à l'étranger ». « Si elles polluent, nous ne les financerons pas ». En France, il convient de stopper la construction des autoroutes, de ne plus soutenir le projet destructeur de terres agricoles Europa city, ou la construction du Terminal 4 de Roissy.

Du « dire » au « faire » il y a un pas qu'Emmanuel Macron ne franchit pas, restant aux discours et promesses. Il en va pourtant de sa crédibilité et, plus important, de l'efficacité de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jeunes l'affirment clairement : il n'y aura pas de politique climatique à hauteur des enjeux sans remise en cause des logiques néolibérales, productivistes et consuméristes. A chaque fois, Emmanuel Macron a préféré préserver ses dernières. Le mouvement climat a annoncé rester mobilisé pour cette remise en cause. Voilà un engagement sain qu'il faut soutenir. Qu'Emmanuel Macron le veuille ou non.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID, <http://aid97400.re>, transmis par Gilles Lemaire, d'Attac France